

Gouverner c'est prévoir

*

« Le nombre de jours de vagues de chaleur sera multiplié par dix à l'horizon 2100, et la pire configuration possible pourrait déjà atteindre 50 °C à Paris »

Dès 2050, si le réchauffement planétaire atteint 2 °C, la pire configuration possible pourrait conduire une ville comme Paris à atteindre 50 °C. En comparaison, le record de température en France a été enregistré en 2019, près de Montpellier, et s'élève à 46 °C. En région parisienne, il avoisine 42 °C. Le dépassement de 40 °C, autrefois rarissime, est en train de devenir fréquent.

Comment éviter ce scénario ?

La réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment liées à la combustion des énergies fossiles, est cruciale. Si l'on atteint un pic et que l'on engage une baisse nette au niveau mondial, on pourra en observer les effets positifs en une vingtaine d'années seulement. En revanche, tant que ce ne sera pas le cas, le climat continuera d'accumuler de la chaleur et les extrêmes poursuivront leur intensification sur terre comme en mer.

Jusqu'à présent, l'Hexagone n'avait connu que quatre vagues de chaleur à cette période de l'année. C'était en 2005, 2017, en 2022 et en 2025. Autrement dit, toutes des années récentes.

Des pics à 40 °C sont attendus dimanche dans l'Hexagone. Est-ce historique, ou simplement une « nouvelle normalité » ?

Deux épisodes de chaleur si tôt dans la saison, c'est exceptionnel. Exceptionnel, et en même temps attendu. Bien sûr, il y a une part de hasard dans la formation ou non d'un dôme de chaleur en fonction de la circulation atmosphérique. Toutefois, une des conséquences directes d'un climat qui se réchauffe, c'est l'augmentation de la fréquence et de l'intensité de ces phénomènes. Des configurations météorologiques tout à fait banales peuvent donner lieu à des événements exceptionnels.

En septembre, vous disiez à Reporterre : « L'été 2025 nous montre à quel point nous ne sommes pas prêts pour faire face au dérèglement climatique. » Vous critiquiez

notamment la stratégie du gouvernement, se cantonnant à de la gestion de crise. Neuf mois plus tard, votre opinion a-t-elle changé ?

La planification et la déclinaison du plan national d'adaptation au changement climatique ont un peu avancé depuis.

Nos infrastructures, notre aménagement du territoire, notre organisation de société... Tout ça a été pensé pour un climat qui n'existe plus.

Prenons par exemple les normes thermiques pour le confort des logements. La référence, encore en vigueur, est la canicule de 2003. Certes, elle était exceptionnelle en intensité comme en durée, mais elle s'est produite au cœur du mois d'août. On parle là d'un record datant d'il y a plus de vingt ans.

Cette canicule n'est pas représentative des vagues de chaleur des vingt à trente prochaines années, c'est-à-dire l'échelle de temps associée à la rénovation ou à la construction d'un bâtiment. Intégrer dans notre système de pensée les vagues de chaleur d'une France à +4 °C, ça pose des questions beaucoup plus vives que de simplement se dire qu'on tire les leçons de 2003.

Vous parlez d'ailleurs parfois de « déni collectif » sur ces questions-là.

Oui. Certaines personnes ont pris conscience des risques liés à la chaleur. Notamment les personnes âgées, fragiles ou les femmes enceintes, pour qui la canicule rime souvent avec enfermement. En revanche, on a encore tendance à sous-estimer nos vulnérabilités face à la crise climatique. Quand survient un événement auquel on n'est pas prêt, et qu'il révèle notre inadaptation et engendre des pertes en termes de qualité de vie ou de production agricole, une sorte de déni collectif se met en place. Une fois l'épisode terminé, on se dit que l'essentiel de l'activité peut continuer. On promet de se préparer un peu mieux pour le prochain, mais en fin de compte, on repart comme avant.

« Ce déni collectif est notamment à l'œuvre du côté des responsables politiques et des médias »

Le gouvernement est sur le pont le temps de l'épisode, il fait de la gestion de crise, sans qu'aucun changement structurel ne soit mis en place. Il est aussi à l'œuvre dans les médias.

Mais presque personne ne parle de la surmortalité des personnes fragiles, âgées, avec une majorité de femmes. Et pourtant, on n'a jamais un visage, jamais un portrait. Comme si on voulait les rendre invisibles.

A quelques mois de l'élection présidentielle, l'influence croissante de la droite traditionaliste sur le déni de ces événements extrêmes vous inquiète-t-elle ?

Dans les déclarations de campagne qu'on entend foisonner, je n'entends presque pas de propositions abordant l'adaptation au changement climatique. Au contraire, on assiste plutôt à une surenchère pour essayer de déconstruire, détricoter le droit de l'environnement. Cela m'inquiète profondément.

J'ai peur que l'on sombre dans une forme de « *trollisation* », avec un déni complet intégrant des censures, des coupes budgétaires, des licenciements de scientifiques, des destructions de systèmes d'observation.

« Moins on se prépare, et plus complexe sera la capacité à faire face »

A ma connaissance, les différentes personnalités politiques françaises s'accordent toutes à dire que, oui, il y a un changement climatique dû aux activités humaines. En revanche, il y a souvent un silence assez profond, notamment de la droite traditionaliste, sur la manière d'y faire face. Foisonnent plutôt des propositions visant à maintenir le statu quo, à mettre des petits pansements par-ci par-là pour maintenir le système tel qu'il est, le plus longtemps possible. Il ne s'agit plus du déni brutal sur la réalité du réchauffement climatique, que l'on pouvait observer il y a quelque temps encore. En revanche, c'est un déni de responsabilité, de devoir à agir.

Ces vagues de chaleur répétées sont la réalité du changement climatique qui se rappelle à nous. Même si l'on construit un déni, même si l'on a des visions idéologiques qui ne l'intègrent pas, cette réalité se rappelle à nous. Plus on tergiverse, moins on se prépare, et plus complexe sera la capacité à y faire face.

~ La paléoclimatologue de renommée internationale et membre du Haut Conseil pour le Climat, Valérie Masson-Delmotte répond à [Reporterre](#) le 17 juin 2026.

Pourquoi avoir intitulé votre post « Gouverner, c'est prévoir » ?

Depuis quelques années, il y a une volonté de détourner l'attention des enjeux de transformation liés au climat ; ce n'est plus la priorité politique et d'autres sujets font la Une. En conséquence, des arbitrages sont défavorables aux moyens pour l'adaptation.

On voit par exemple que le plan national d'adaptation au changement climatique est certes bien fait, mais il n'a pas fait l'objet d'une délibération collective sur les priorités et il n'est pas associé à une évaluation chiffrée des moyens.

Le récent débat sur l'effort en matière de défense a pourtant montré que la France savait se mobiliser.

Le plus gênant, c'est une forme d'intermittence sur les politiques climatiques ; le cas de MaPrimRenov est éclairant. On a mis sur pause, on a arrêté, on recommence... Il n'y a pas de cap clair. Dans les rapports du Haut conseil pour le climat, ça fait plusieurs années qu'on souligne les vulnérabilités particulières des enfants mais ces enjeux ne reviennent que lorsqu'il y a un événement grave.

On ne considère pas le climat comme un enjeu de protection et de sécurité au bon niveau. Or, quand vous avez des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses, qui étaient à 30 degrés puis à 35 et maintenant à 40-42 degrés, c'est un grand danger pour la santé, pour la vie. Quand cela survient, ça crée une sorte de sursaut mais après, ma grande inquiétude est qu'une fois que l'événement sera passé, ça recommence comme avant.

Redoutez-vous que ce sujet ne soit pas central dans la campagne présidentielle ?

Quand on parle de politiser le climat, ce n'est pas au sens politicien mais pour l'intérêt général. Il faut une interpellation très large des citoyens, des journalistes, des groupes de réflexion, des syndicats pour avoir un débat minimal à hauteur des enjeux. On ne peut pas se contenter de petites phrases au moment d'une canicule.

On voit toute une construction politique pour essayer de réduire le débat à « *pour ou contre la climatisation* », pour faire croire que tout ira bien malgré le réchauffement climatique si on se met à la clim'. Alors que ça se fera au détriment de tous les autres enjeux : l'eau, les écosystèmes, les cultures, l'océan, etc.

Ces approches empêchent un débat approfondi. Ce qui me frappe, c'est que je n'ai pas entendu les candidats à la présidentielle expliquer clairement le lien entre énergies fossiles, gaz à effet de serre, réchauffement climatique et intensification des vagues de chaleur.

Ce n'est pas s'adapter ou décarboner, les deux sont indispensables. Or le 11 juin, a été publiée *la réactualisation des indicateurs clés de l'état du climat et de l'influence humaine*. Et le constat est clair : tout monte. Nous n'avons pas encore atteint le pic des émissions, le réchauffement se poursuit à un rythme record.

Dans l'Union européenne, ces émissions ont baissé de 37 % par rapport aux années 90 et c'est le cas aussi en France. Il faut en faire une fierté même si le rythme de diminution en France a marqué le pas ces deux dernières années par rapport au rythme de 2023. Nous sommes dans une situation où des choses ont avancé mais beaucoup reste à faire.

Comment avez-vous réagi en voyant le climat absent des négociations du G7 ?

C'est une catastrophe et cela montre comment l'administration exerce son influence pour nier les enjeux liés au changement climatique, pour rejeter la science qui dérange et prendre la science qui l'arrange, celle de la tech industrielle.

Tout cela sabote le multilatéralisme environnemental et demande de repenser de nouvelles alliances. En 2025, la France et plus de 140 pays ont ratifié *un avis de la Cour internationale de justice* qui a créé une sorte d'obligation de protection du système climatique. Les autres ne respectent pas le droit international. Ils ne se font pas seulement la guerre entre eux, mais aussi à la protection de l'environnement et au climat. Donc nous devons construire un contrepoids à cette brutalité.

~ Valerie Masson-Delmotte analyse pour « [Le HuffPost](#) » la canicule historique que connaît la France, le 24 juin 2026.

2 juillet 2026 – Extraits. Parfois remaniés pour le respect des personnes.